

« LA GUERRE EST FINIE »

RESNAIS est un grand metteur en scène de cinéma. Mais il a de la malchance avec ses scénaristes. La responsabilité de *Marienbad* est éclairée par la *Guerre est finie*, et vice versa. Il ne nous appartient pas de parler ici de la beauté de la dernière œuvre de Resnais, du choix de ses acteurs et de leur direction, de l'admirable économie de son découpage, etc. Nous nous en tiendrons au film politique qui est l'œuvre de Jorge Semprun. Celui-ci n'est pas un imbécile, donc il est pleinement responsable (1). Et les charges sont lourdes :

Semprun, en principe, n'est plus stalinien. Il est exclu du P.C. espagnol. Cela nous vaut une peinture assez peu flatteuse et par conséquent relativement antipathique des dirigeants en exil dudit P.C. espagnol : leur niveau politique est misérable (cela n'est pas nouveau), leurs méthodes irresponsables, bureaucratiques. Pourtant, ils sont encore idéalisés. La fraternité « en dépit des divergences » de ce type d'hommes est un mythe. Il y a pire pourtant : le film laisse croire que ces « dirigeants » dirigent, et que, s'ils se trompent, c'est en toute bonne foi, que la source de leurs « erreurs » est en somme leur héroïque irréalisme. Un doute subsiste même : au bout de leur aveuglement de taureau dans l'arène, n'y a-t-il pas la victoire ? Donc, Semprun cache qu'il n'y a pas de place pour une décision démocratique (fût-ce au sommet seul) dans un P.C. en exil. Il laisse croire également que le but de ce parti est la révolution. Bref, le film escamote le problème du stalinisme.

Pour qu'une tragédie soit parfaite, la critique moderne nous a enseigné qu'il ne devait y avoir nulle solution aux contradictions posées d'emblée. Pour que la très résistible logique stalinienne soit transformée en impasse, Semprun doit ajouter deux falsifications annexes à la majeure : 1° Le P.C. est le dirigeant, et le seul, de la lutte clandestine, vérité seulement pour ceux qui croient sur parole les P.C. et... Franco. 2° Les courants marxistes, léninistes, révolutionnaires qui œuvrent en Espagne hors du P.C. sont a) français sans Espagnols ; b) composés uniquement d'étudiants ; c) inexpérimentés ; d) phraseurs (ne portons pas au passif de Semprun le niveau médiocre qu'il leur attribue, et admettons loyalement qu'il ne peut pas leur prêter un niveau qui soit au-dessus du sien) ; e) à tout prendre encore plus inefficaces que le P.C. ; f) épargnés par la répression ; g) terroristes ; ajoutons-en h) pour la misogynie et le patriarcalisme, que la jolie militante internationaliste a besoin des garçons de son groupe pour expliquer la « ligne », et tombe dans les bras du « vrai révolutionnaire », du vieux dur, au premier regard. En un mot, cette organisation n'est que ridicule. Le public le comprend et rit.

Mais qu'est-ce que c'est que cette organisation ? Des anarchistes ? Non, des léninistes ! Alors pourquoi le plastic ? Ce sont des gauchistes, des « chinois », des ultra-

gauches ? Non, puisque pour eux le permanent du P.C. n'est pas un traître : ils précisent « le P.C. est à la remorque de la bourgeoisie, pas à son service ». La vérité est que Semprun a fait un amalgame. Il était stalinien à l'époque où on traitait les trotskystes et les militants du POUM par la calomnie et l'assassinat. Il est néo-stalinien de droite à l'heure où le discrédit du stalinisme oblige à user d'armes plus subtiles : le ridicule, le mensonge nuancé, la demi-vérité, l'équivoque (2).

La *guerre est finie* est un scénario malhonnête, et comme le ton est juste, que de nombreuses scènes sont bouleversantes, les acteurs excellents, c'est un très mauvais film, pire que *Mourir à Madrid*, ce qui n'est pas peu dire. Pauvre Espagne !

DYRCONA.

(1) Mentionnant une note que nous avions publiée sur le *Croiseur Aurore*, notre confrère *Positif* nous assure que le critique de *France nouvelle*, Cervoni, que nous prenions à parti, n'était pas le salaud que nous croyions mais seulement un analphabète politique. Nous en prenons acte.

(2) Relevant du même esprit que le scénario de Semprun, la *Nouvelle critique* a publié (avril 1966) un article de François Hincker, intitulé « Lénine et Trotsky », qui est un des plus purs chefs-d'œuvre de la mauvaise foi douceuse et de la malhonnêteté politique sous couverture « scientifique ». Nous y répondrons à loisir et aussi au long qu'il convient.

LES DEUX JUSTICES

MEHYAOUI est-il coupable de l'assassinat de quatre personnes ? Le jury de Laon a répondu « oui ». Nous n'en doutions déjà pas après le verdict du procès Loiseau. Mehyaoui est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Voici quelques années, il n'aurait pas échappé à la guillotine. Maintenant, il faut des preuves. Le policier Loiseau en a fabriqué une, écrasante : la photographie de l'empreinte de la chaussure de l'assassin sur le lieu du crime. Il mettait la tête de Mehyaoui sous le couteau. L'accusé s'est débattu. Une contre-expertise a été arrachée avec difficulté. Le faux a été reconnu.

Qu'à cela ne tienne, des collègues diligents de Loiseau en ont fabriqué un autre. Mehyaoui a continué à protester. Le second faux n'a pas tenu davantage. De telles « imprudences » d'un policier méritaient une sanction. Loiseau a été condamné à la petite peine formelle de deux ans de prison avec sursis. Il reste officier de police. Il garde la confiance de tous.

DU NOUVEAU DANS LES SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT

DEUX faits essentiels ont marqué, récemment, la vie intérieure de l'organisation syndicale des deux plus importantes catégories de personnel enseignant français. A l'occasion des élections à la C.A. nationale du S.N.E.S. (classique et moderne) la tendance A (autonome « orthodoxe »), avec un recul de 13 % a perdu la première place, qu'elle détenait depuis toujours, tandis que la tendance B (cégétiste), avec un gain de 10 %, a obtenu 43 % des suffrages. Chez les instituteurs, le renouvellement du Conseil syndical du S.N.I. (section de la Seine) a amené des perturbations encore plus sensibles, puisque la liste autonome, tombant de 58 % des suffrages à 48,8 %, perd la majorité absolue, alors que la liste « Unité et Action » (cégétiste) recueille 42,5 % des suffrages (contre 34 % en 1964).

Ces résultats ont une valeur significative appelant trois séries de considérations :

1° Incontestablement, il y a là l'évidente traduction d'un vif mécontentement de la base à l'encontre de directions syndicales timorées, dont le plat réformisme s'enlise dans des gesticulations n'offrant que peu de moyens concrets pour une lutte d'ensemble contre le gaullisme et les incohérences de sa réforme de l'ensei-

gnement, tout autant que peu de perspectives à des actions indispensables pour l'aboutissement des revendications propres à la fonction enseignante.

2° Dans les deux cas, la progression spectaculaire des listes cégétistes (dont l'attachement au P.C.F. est notoire) reflète un réel mouvement à gauche et exprime la volonté des syndiqués de voir leurs organisations syndicales s'engager dans une voie plus active et plus offensive. Mais, des illusions des syndiqués à la réalité des faits, il y a une marge qu'il illustre la position prise par les élus cégétistes à la C.A. du S.N.E.S. Quand, lors de l'élection du secrétariat, les élus « Ecole Emancipée » — adoptant une attitude très correcte — proposèrent d'apporter leurs suffrages aux cégétistes (représentant la plus forte minorité), ceux-ci se déroberent, repoussant ainsi le succès mathématiquement acquis par l'alliance des deux listes, puisque les 2 voix E.E. s'ajoutant aux 20 voix B l'emportèrent sur les 21 voix des autonomes A et C... mais, « omission » très remarquable, l'*Humanité* n'a rien dit, dans son compte rendu faussement indigné, des circonstances de ce scrutin.

3° De ce déplacement vers la gauche du mouvement syndical enseignant, la tendance « E.E. » ne profite que peu (ne passant que de 1.295 à 1.371 suffrages au S.N.E.S., tandis qu'au S.N.I. Seine, elle réunit 8,7 % des suffrages contre 7 % en 1964), alors qu'elle seule a une riche tradition s'inscrivant dans la ligne du syndicalisme le plus avancé.

Partant de ces considérations, il appartient aux militants syndicalistes révolutionnaires les plus lucides de tirer les conclusions qui s'imposent. Pour ne pas être gaspillé, le potentiel que représente la progression à gauche doit être réorienté dans les perspectives qui pourraient offrir la seule tendance effectivement placée sur des positions révolutionnaires, à la condition que s'élabore, en son sein, une stratégie débarrassée de toute pratique sectaire.

Par ailleurs, et en liaison avec ce nécessaire enrichissement théorique, les propositions formulées par l'« Ecole Emancipée », pour une refonte des structures de la F.E.N. s'inspirant de l'expérience de l'organisation du mouvement ouvrier, ne pourraient que trouver un écho favorable dans le syndicalisme enseignant.

Serge NITHOU.

IL AURA fallu plus d'un an aux ministres des six pays du Marché commun pour se mettre d'accord sur le règlement financier de la politique agricole commune. On se souvient de la manière dont de Gaulle avait interrompu cette négociation le 30 juin 1965. On se rappelle aussi que, sous la pression des organisations patronales et tirant les leçons de l'élection présidentielle, il avait mis un terme dès le 23 décembre à la politique « de la chaise vide ». Le compromis du 30 janvier dernier levant les préalables politiques posés par le gouvernement français (rôle de la commission européenne, vote à la majorité) permettait finalement la reprise des discussions sur le fond. On notera en passant que la facilité avec laquelle les problèmes se sont trouvés réglés montre que les partenaires de de Gaulle étaient aussi responsables que lui de la rupture de l'an passé. En fait, il s'agissait d'une épreuve de forces, où, dans la perspective des élections présidentielles, la petite Europe jouait les « européens » français, à la Lecanuet, contre de Gaulle.

LES CHOIX CAPITALISTES...

Le texte du 11 mai règle enfin les questions de gros sous. L'achèvement d'un marché européen unique des produits agricoles implique en effet la prise en charge par le F.E.O.G.A. (Fonds Européen d'Orientalisation et de garantie agricoles) de la totalité des frais afférents à la politique agricole commune. Cette dernière porte sur la modernisation des structures agricoles mais aussi sur le soutien des cours et la liquidation sur le marché mondial des produits qui n'ont pas trouvé preneur au sein de la C.E.E. (par l'octroi de subventions aux exportateurs). Pour sa-

Les échéances européennes

l'importance du problème, il faut considérer la place occupée par l'agriculture française dans la C.E.E. et par l'agriculture européenne dans le commerce international des produits agricoles. La France a des excédents et cherche à les écouler, à des conditions privilégiées, dans le Marché commun. Les prix communs européens étant supérieurs aux prix mondiaux, l'Allemagne, en revanche, trouve des avantages à combler son déficit alimentaire en s'adressant à des pays tiers. Le mécanisme adopté le 11 mai pour doter le F.E.O.G.A. des moyens de financement nécessaires à son action tente de concilier ces intérêts divergents.

D'abord, pour inciter les pays membres à s'approvisionner en priorité chez leurs partenaires, on avait imaginé le système dit des « prélèvements ». Ce dernier consiste à obliger le pays qui achète au dehors à reverser l'économie ainsi réalisée. A partir du 1^{er} juillet 1967, date à laquelle le F.E.O.G.A. prendra en charge la totalité des dépenses, 90 % de ces prélèvements lui seront affectés. Plus un pays importera de produits de l'extérieur, plus sa contribution sera donc importante. Comme cette affectation ne suffit pas, les Etats verseront en outre des contributions budgétaires dont l'importance relative sera de 32 % pour la France et 31,2 % pour l'Allemagne notamment. Si l'on compare l'importance des sommes re-

çues à celle des sommes versées, on s'aperçoit que les écarts sont sensiblement du même ordre pour l'Allemagne et pour la France, mais de signes contraires, cette dernière étant la grande bénéficiaire du système.

Ce n'est pas certes en vertu de la toute-puissance d'un « esprit communautaire » que l'Allemagne a accepté cette coûteuse solution, mais parce que l'accord sur ce point déblayait le terrain pour les problèmes qui lui tiennent le plus à cœur. C'est d'abord l'union douanière industrielle qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1968 : les derniers droits de douane seront alors supprimés entre les Six en même temps qu'il sera mis en place un tarif commun à l'égard du reste du monde. L'Allemagne espère ainsi gagner de nouveaux marchés pour ses produits industriels en Europe occidentale. C'est surtout le « Kennedy Round » négociation internationale qui a pour but la réduction généralisée des droits de douane. Evoquer ces perspectives indique les prochaines difficultés qui confronteront les Six. On connaît la réaction peureuse du C.N.P.F. à l'annonce de la réalisation anticipée du Marché commun industriel (Le Traité de Rome prévoyait 1970), sa crainte que les industries françaises ne soient pas prêtes si tôt à affronter directement leurs concurrentes européennes. Qu'en sera-t-il si la négociation Kennedy vient réduire le tarif exté-